

**Art. 2.** Voorliggend besluit heeft uitwerking op 1 januari 2004.

**Art. 3.** De Minister bevoegd inzake Gezin en Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Eupen, 20 april 2004.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg,  
Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

H. NIESSEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3000

[2004/202463]

#### 27 MAI 2004. — Décret instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est établi au profit de la Région wallonne une taxe annuelle sur les sites d'activité économique désaffectés, dans les conditions et selon les modalités déterminées par le présent décret.

#### CHAPITRE II. — *Fait générateur*

**Art. 2.** Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état, au sens de l'article 7, §§ 2 et 3, de sites d'activité économique désaffectés.

Par « site d'activité économique désaffecté », on entend une parcelle cadastrale ou un ensemble de parcelles cadastrales réunissant les conditions suivantes :

a. la parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales doit être d'une superficie supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, après déduction des superficies énumérées à l'article 3;

b. doit se trouver, sur cette parcelle cadastrale ou sur cet ensemble de parcelles cadastrales, au moins un immeuble bâti.

Est considérée comme immeuble bâti toute construction incorporée au sol;

c. la parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales doit avoir été utilisé pour une activité économique de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, de commerce ou de services;

d. aucune activité économique n'est plus exercée dans au moins un immeuble bâti, sans que cet immeuble bâti ait été affecté à une fonction de logement au sens de l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne.

N'est pas considérée comme étant exercée, au sens de la présente condition, l'activité de toute personne physique ou de toute personne morale, qui n'est pas en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité.

Lorsque le site d'activité économique désaffecté comporte un ou plusieurs immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée et un ou plusieurs immeubles bâtis où est encore exercée une activité économique, ce site n'est taxable que si la superficie totale au sol des immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée dépasse 50 % de la superficie totale au sol de l'ensemble des immeubles bâtis;

e. au moins un immeuble bâti où aucune activité économique n'est plus exercée doit présenter un ou plusieurs vices.

Les vices, au sens du présent décret, sont des dégradations aux murs extérieurs, enceintes, cheminées, toitures, charpentes du toit, menuiseries extérieures, corniches ou gouttières.

#### CHAPITRE III. — *Exonérations*

**Art. 3.** Sont exonérées de la taxe les superficies relatives à :

1<sup>o</sup> des terrils au sens de la législation wallonne concernant la valorisation des terrils;

2<sup>o</sup> des centres d'enfouissement technique tels que définis à l'article 2, 18<sup>o</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

3<sup>o</sup> des sites d'activité économique désaffectés pour lesquels le Gouvernement wallon, par l'intermédiaire d'un opérateur, se charge des travaux de réhabilitation;

4<sup>o</sup> des sites où ont été extraites et mises en valeur des masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface;

5<sup>o</sup> des voies de chemins de fer désaffectées.

Les dépendances bâties des sites visés aux points 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> ne sont pas exonérées de la taxe.

CHAPITRE IV. — *Taux de la taxe*

**Art. 4.** Le taux de la taxe est fixé à 550 euros par are de superficie bâtie au sol et à 70 euros par are de superficie non bâtie. Toute fraction d'are est comptée pour une unité.

Les taux de la taxe sont adaptés en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Le service désigné par le Gouvernement publie au *Moniteur belge*, au plus tard le 30 septembre, les taux de la taxe à percevoir pour la période imposable débutant l'année suivante, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année précédente et de l'année en cours.

CHAPITRE V. — *Redevable*

**Art. 5.** Est redevable de la taxe le propriétaire ou le titulaire du droit réel de jouissance, sur tout ou partie d'un site d'activité économique désaffecté, à la date du deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, ou de chaque constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2.

CHAPITRE VI. — *Procédure de taxation*

**Art. 6.** La période imposable est l'année au cours de laquelle un deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, ou un constat annuel postérieur à celui-ci, tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2, établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état, est dressé.

Par dérogation à l'article 19, alinéa 2, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'exercice d'imposition à la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés en Région wallonne coïncide avec la période imposable.

La taxe peut être enrôlée jusqu'au 30 juin de l'année qui suit celle pendant laquelle a eu lieu le deuxième constat ou, le cas échéant, chaque constat annuel postérieur à celui-ci.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement dressent un constat établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement notifient le constat par voie recommandée au propriétaire ou au titulaire du droit réel de jouissance sur tout ou partie du site dans les soixante jours.

Le propriétaire ou le titulaire du droit réel de jouissance sur tout ou partie du site peut faire connaître par écrit ses remarques et ses observations aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement dans un délai de trente jours à dater de la notification visée à l'alinéa 2.

Lorsque les délais, visés aux alinéas 2 et 3, expirent un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

§ 2. Un second contrôle est effectué au moins douze mois après l'établissement du constat visé au § 1<sup>er</sup>.

Si, suite au contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un second constat établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté est dressé, le site d'activité économique désaffecté est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 2.

§ 3. Un contrôle est effectué annuellement au moins douze mois après l'établissement du constat précédent.

Si un nouveau constat établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté est dressé, le site d'activité économique désaffecté est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 2.

§ 4. Le Gouvernement arrête le modèle des constats visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 3.

**Art. 8.** Pour établir l'existence d'un site d'activité économique désaffecté, les agents visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent pénétrer librement, à tout moment, après avertissement préalable, dans tous les biens immeubles, bâtis ou non bâtis, visés par le présent décret. Toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de 5 heures du matin à 9 heures du soir, et uniquement avec l'autorisation du juge au tribunal de police, sauf accord de l'occupant des lieux.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les agents assermentés par le Gouvernement peuvent, dans l'exercice de leur fonction, requérir l'assistance des services de police.

Sur simple demande des agents susvisés, toute personne est tenue de leur présenter tous renseignements, livres et documents utiles à l'établissement de la taxe. Les agents sont autorisés à en prendre copies.

Le Gouvernement arrête les modalités de l'avertissement préalable visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE VII. — *Suspension de l'exigibilité de la taxe*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription du recouvrement de cette taxe sont suspendus pour les sites d'activités économiques à réhabiliter qui font l'objet d'un arrêté tel que visé à l'article 168, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Cette suspension prend cours à dater de l'année de cet arrêté.

§ 2. La suspension concerne les taxes dues à partir de la période imposable au cours de laquelle la décision visée au § 1<sup>er</sup> a été prise.

§ 3. A défaut de communication, dans les délais légaux, d'un projet de réhabilitation tel que visé à l'article 169/10 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les taxes visées au § 2 deviennent exigibles et la prescription reprend son cours, à la date de la suspension initiale visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lorsque la réhabilitation est accomplie, les taxes visées au § 2 sont dégrévées.

§ 5. Si les conditions du projet de réhabilitation tel qu'adopté par le Gouvernement ne sont pas respectées, les taxes visées au § 2 deviennent exigibles et la prescription reprend son cours, à la date de la suspension initiale visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 6. Dans les cas visés aux §§ 3 et 5, par dérogation aux articles 29 et 30, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, les intérêts légaux de retard sont dus à compter du jour où chaque taxe aurait été exigible si la suspension n'avait pas porté ses effets.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales et abrogatoires*

**Art. 10.** Le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés en Région wallonne est abrogé.

**Art. 11.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 699 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance publique.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3000

[2004/202463]

27. MAI 2004 — Dekret zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

**Artikel 1** - Es wird zugunsten der Wallonischen Region eine jährliche Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände eingeführt, unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in dem vorliegenden Dekret bestimmt werden.

KAPITEL II — *Steuertatbestand*

**Art. 2** - Der Tatbestand, der zur Steuerschuld führt, ist das Fortbestehen von Gewerbebetriebsgeländen in ihrem stillgelegten Zustand im Sinne von Artikel 7 §§ 2 und 3.

Unter «stillgelegtem Gewerbebetriebsgelände» versteht man eine Katasterparzelle oder eine Gruppe Katasterparzellen, die die folgenden Bedingungen erfüllen:

a. die Katasterparzelle oder Gruppe von Katasterparzellen muss eine Fläche über 5 000 m<sup>2</sup> nach Abzug der in Artikel 3 aufgeführten Flächen aufweisen;

b. auf dieser Katasterparzelle oder Gruppe von Katasterparzellen muss sich mindestens ein Gebäude befinden.

Als Gebäude gilt jede in den Boden eingearbeitete Konstruktion;

c. die Katasterparzelle oder Gruppe von Katasterparzellen muss für eine wirtschaftliche Tätigkeit industrieller, handwerklicher, landwirtschaftlicher, gartenbaulicher, gewerblicher oder dienstleistungsbezogener Art benutzt worden sein;

d. es wird keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr in mindestens einem Gebäude ausgeübt, ohne dass dieses Gebäude zu Wohnzwecken im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf verwaarloste Wohnungen in der Wallonischen Region bestimmt worden ist.

Als ausgeübte Tätigkeit im Sinne der vorliegenden Bedingung gilt nicht die Tätigkeit jeglicher natürlichen Person oder juristischen Person, die mit den gesetzlichen Bestimmungen, die ihre Tätigkeit regeln, nicht in Ordnung ist.

Wenn das stillgelegte Gewerbebetriebsgelände ein oder mehrere Gebäude umfasst, in denen keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, und ein oder mehrere Gebäude umfasst, in denen eine wirtschaftliche Tätigkeit noch ausgeübt wird, ist dieses Gelände nur steuerpflichtig, wenn die Gesamtfläche am Boden der Gebäude, in denen keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, 50% der Gesamtfläche am Boden der gesamten Gebäude überschreitet;

e. mindestens ein Gebäude, in dem keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, muss einen Mangel bzw. mehrere Mängel aufweisen.

Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten als Mängel die Schädigungen an den Außenmauern, Einfriedungen, Schornsteinen, Bedachungen, Dachstühlen, am Außenholzwerk, an den Gesimsen oder Dachrinnen.

### KAPITEL III — Befreiungen

**Art. 3** - Die Flächen werden von der Steuer befreit, wenn sie das Folgende betreffen:

1° Halden im Sinne der Wallonischen Gesetzgebung über die Erschließung der Halden;

2° technische Vergrabungszentren, so wie sie in Artikel 2, 18° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert werden;

3° stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, für welche die Wallonische Regierung über einen Vermittler die Sanierungsarbeiten übernimmt;

4° Gelände, in denen in der Erde enthaltene oder an der Erdoberfläche vorzufindende Massen mineralischer oder fossiler Rohstoffe gewonnen und verwertet worden sind;

5° stillgelegte Eisenbahnlinien.

Die bebauten Nebenanlagen der unter den Punkten 1° und 4° erwähnten Gelände werden von der Steuer nicht befreit.

### KAPITEL IV — Steuersatz

**Art. 4** - Der Steuersatz wird auf 550 Euro pro Ar am Boden bebauter Fläche und auf 70 Euro pro Ar unbebauter Fläche festgelegt. Jeder Bruchteil eines Ars wird als volles Ar gezählt.

Die Steuersätze werden unter Berücksichtigung der Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst.

Die von der Regierung bestimmte Dienststelle veröffentlicht spätestens am 30. September im *Belgischen Staatsblatt* die Sätze der für den Besteuerungszeitraum, der am folgenden Jahr anfängt, einzuziehenden Steuer, die im gleichen Maße wie die Entwicklung des Indexes der Verbraucherpreise zwischen den Monaten Juni des vorigen Jahres und des laufenden Jahres angepasst werden.

### KAPITEL V — Steuerpflichtiger

**Art. 5.** Steuerpflichtig ist der Eigentümer von bzw. der Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts an einem am Datum des zweiten in Artikel 7, § 2, Absatz 2 erwähnten Feststellungsprotokolls oder jedes späteren jährlichen Feststellungsprotokolls im Sinne von Artikel 7, § 3, Absatz 2 stillgelegten Gewerbebetriebsgelände oder einem Teil davon.

### KAPITEL VI — Besteuerungsverfahren

**Art. 6** - Der Besteuerungszeitraum ist das Jahr, im Laufe dessen ein zweites in Artikel 7 § 2, Absatz 2 erwähntes Feststellungsprotokoll oder ein späteres jährliches Feststellungsprotokoll im Sinne von Artikel 7 § 3 Absatz 2 aufgenommen wird, durch welches das Bestehen eines Gewerbebetriebsgeländes, das in seinem stillgelegten Zustand beibehalten wird, festgestellt wird.

In Abweichung von Artikel 19, Absatz 2 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben fällt das Veranlagungsjahr für die Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände in der Wallonischen Region mit dem Besteuerungszeitraum zusammen.

Die Steuer kann bis zum 30. Juni des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem das zweite Feststellungsprotokoll oder ggf. jedes jährliche spätere Feststellungsprotokoll aufgenommen worden ist, in die Heberolle eingetragen werden.

**Art. 7 - § 1.** Die von der Regierung bezeichneten Beamten erstellen ein Protokoll, das das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes feststellt.

Die von der Regierung bezeichneten Beamten stellen dem Eigentümer oder dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts an dem Gelände oder an einem Teil davon innerhalb sechzig Tagen das Feststellungsprotokoll per Einschreiben zu.

Der Eigentümer oder Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts an dem Gelände oder an einem Teil davon kann seine Bemerkungen den von der Regierung bezeichneten Beamten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der in Absatz 2 erwähnten Zustellung schriftlich mitteilen.

Wenn die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Fristen an einem Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertag ablaufen, wird die Frist bis zum nächstfolgenden Werktag verlängert.

§ 2. Eine zweite Kontrolle wird mindestens zwölf Monate nach Aufnahme des in § 1 erwähnten Feststellungsprotokolls vorgenommen.

Wenn infolge der in Absatz 1 erwähnten Kontrolle ein zweites Protokoll zur Feststellung des Bestehens eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes erstellt wird, so wird betrachtet, dass das stillgelegte Gewerbebetriebsgelände in seinem stillgelegten Zustand im Sinne des Artikels 2 beibehalten wird.

§ 3. Jährlich wird eine Kontrolle mindestens zwölf Monate nach Aufnahme des vorigen Feststellungsprotokolls vorgenommen.

Wenn ein neues Protokoll zur Feststellung des Bestehens eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes erstellt wird, so wird betrachtet, dass das stillgelegte Gewerbebetriebsgelände in seinem stillgelegten Zustand im Sinne des Artikels 2 beibehalten wird.

§ 4. Die Regierung erlässt das Muster der in den §§ 1 bis 3 erwähnten Feststellungsprotokolle.

**Art. 8** - Um das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes festzustellen dürfen die in Artikel 7, § 1 erwähnten Beamten alle durch das vorliegende Dekret betroffenen bebauten oder nicht bebauten Immobiliengüter zu jeder Zeit nach vorheriger Ankündigung frei betreten. Jedoch dürfen sie die bewohnten Gebäude oder Wohnräume lediglich vom 5 Uhr morgens bis zu 9 Uhr abends und ausschließlich mit der Genehmigung eines Richters am Polizeigericht betreten, außer wenn sie das Einverständnis des Bewohners erhalten haben.

Die von diesen Bediensteten aufgenommenen Protokolle sind bis auf Gegenbeweis maßgebend.

In der Ausübung ihres Amtes sind die von der Regierung vereidigten Bediensteten befugt, den Beistand der Polizeidienste anzufordern.

Auf einfachen Antrag der obenerwähnten Bediensteten ist jede Person verpflichtet, alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die zur Festsetzung der Steuer nützlich sind, zu übermitteln. Die Bediensteten dürfen Kopien davon machen.

Die Regierung erlässt die Modalitäten für die in Absatz 1 erwähnten vorherige Ankündigung.

#### KAPITEL VII — Aussetzung der Fälligkeit der Steuer

**Art. 9** - § 1. Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden für die zu sanierenden stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die den Gegenstand eines in Artikel 168, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Erlasses bilden, ausgesetzt. Diese Aussetzung läuft ab dem Datum dieses Erlasses.

§ 2. Die Aussetzung betrifft die Steuer, die ab dem Besteuerungszeitraum, im Laufe dessen der in § 1 erwähnte Beschluss getroffen wurde, geschuldet werden.

§ 3. Wenn innerhalb der gesetzlichen Fristen kein Sanierungsprojekt im Sinne von Artikel 169/10 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe übermittelt wird, werden die in § 2 erwähnten Steuern fällig und läuft die Verjährung ab dem Tag der in § 1 genannten anfänglichen Aussetzung wieder.

§ 4. Wenn die Sanierung erfolgt ist, werden die in § 2 erwähnten Steuern erlassen.

§ 5. Wenn die Bedingungen des Sanierungsprojekts, so wie dieses von der Regierung angenommen worden ist, nicht eingehalten werden, werden die in § 2 erwähnten Steuern fällig und läuft die Verjährung ab dem Tag der in § 1 genannten anfänglichen Aussetzung wieder.

§ 6. In den in §§ 3 und 5 erwähnten Fällen sind in Abweichung von den Artikeln 29 und 30, Absatz 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben die gesetzlichen Verzugszinsen fällig ab dem Tag, an dem jede Steuer fällig gewesen wäre, wenn die Aussetzung nicht wirksam geworden wäre.

#### KAPITEL VIII — Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 10** - Das Dekret vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände in der Wallonischen Region wird aufgehoben.

**Art. 11** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2003-2004.*

*Dokumente des Rates 699 (2003-2004), Nrn. 1 bis 4.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung.*

*Diskussion. Abstimmung.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3000

[2004/202463]

**27 MEI 2004. — Decreet tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Er wordt ten bate van het Waalse Gewest een jaarlijkse belasting op de afgedankte bedrijfsruimten geheven, in de voorwaarden en op de wijze bepaald bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Belastbaar feit*

**Art. 2.** Belastbaar feit is de instandhouding, in de zin van artikel 7, §§ 2 en 3, van afgedankte bedrijfsruimten.

Onder « afgedankte bedrijfsruimte » wordt een kadastraal perceel of een geheel van kadastrale percelen verstaan die volgende voorwaarden vervullen :

a. het kadastrale perceel of het geheel van kadastrale percelen moet een oppervlakte van meer dan 5 000 m<sup>2</sup> hebben, na aftrek van de oppervlakten opgesomd in artikel 3;

b. er moet zich op dat kadastrale perceel of op dat geheel van kadastrale percelen minstens één bebouwd goed bevinden;

Als bebouwd goed wordt elk bouwwerk beschouwd dat in de grond ingebouwd is;

c. het kadastrale perceel of het geheel van kadastrale percelen dient gebruikt te zijn voor een economische activiteit van industriële, ambachtelijke, tuinbouw-, handels- of dienstverlenende aard;

d. wordt geen enkele economische activiteit meer in minstens één bebouwd goed uitgeoefend, zonder dat dat bebouwd goed voor een woonfunctie is bestemd in de zin van artikel 2, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest.

De activiteit van elke natuurlijke of elke rechtspersoon die de wetsbepalingen niet in acht neemt die de uitoefening van zijn activiteit regelen, wordt, in de zin van deze voorwaarde, niet als uitgeoefend beschouwd.

Indien de afgedankte bedrijfsruimte één of meerdere bebouwde goeden bevat waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt en één of meerdere bebouwde goeden waar er nog een economische activiteit uitgeoefend wordt, is de site enkel belastbaar indien de totale grondoppervlakte van de bebouwde goeden waar er geen enkele economische activiteit meer georganiseerd wordt, 50 p.c. van de totale grondoppervlakte van het geheel van de bebouwde goeden te boven gaat;

e. minstens één bebouwd goed waar er geen enkele economische activiteit meer georganiseerd wordt, dient één of meer gebreken te vertonen.

De gebreken, in de zin van dit decreet, zijn beschadigingen aan de buitenmuren, omheiningen, schoorstenen, daken, dakgebinten, buitenschrijnwerkerij, daklijsten of -goten.

HOOFDSTUK III. — *Vrijstellingen*

**Art. 3.** Van de belasting vrijgesteld zijn de oppervlakten met betrekking tot :

1<sup>o</sup> de steenbergen in de zin van de Waalse decreetgeving betreffende de valorisering van de steenbergen;

2<sup>o</sup> de technische ondergravingscentra zoals omschreven in artikel 2, 18<sup>o</sup>, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

3<sup>o</sup> de afgedankte bedrijfsruimten waarvoor de Waalse Regering bij bemiddeling van een operator de vernieuwingswerken doorvoert;

4<sup>o</sup> de sites waarvan de activiteiten gericht zijn op de delving en de valorisatie van massa's ondergrondse of bovengrondse minerale of fossiele stoffen;

5<sup>o</sup> in onbruik geraakte spoorlijnen.

De bebouwde aanhorigheden van de sites bedoeld in de punten 1<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> zijn niet van belasting vrijgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Aanslagvoet*

**Art. 4.** De aanslagvoet wordt vastgesteld op 550 euro per are bebouwde grondoppervlakte en op 70 euro per are onbebouwde oppervlakte. Elk breukdeel van een are wordt als één eenheid geteld.

De aanslagvoeten worden aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

De door de Regering aangewezen dienst maakt uiterlijk op 30 september de aanslagvoeten van de te innen belasting die gelden voor de aanslagperiode die het daaropvolgende jaar aanvangt, in dezelfde verhouding aangepast als de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maanden juni van het vorige en het lopende jaar, in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

HOOFDSTUK V. — *Belastingplichtige*

**Art. 5.** Belastingplichtig is de eigenaar of de houder van het zakelijk genotsrecht op het geheel of een deel van een afgedankte bedrijfsruimte, op datum van de tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, of van elke zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt.

HOOFDSTUK VI. — *Aanslagprocedure*

**Art. 6.** Het belastbare tijdperk is het jaar waarin een tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, of een zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt, waarbij het bestaan van een in stand gehouden afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, worden opgemaakt.

In afwijking van artikel 19, tweede lid, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen valt het aanslagjaar voor de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten in het Waalse Gewest samen met het belastbare tijdperk.

De belasting kan ingekohierd worden tot op 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarin de tweede vaststelling of, in voorkomend geval, elke jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt, verricht zijn.

**Art. 7. § 1.** De door de Regering aangewezen ambtenaren maken een vaststelling op waarbij het bestaan van een afgedankte bedrijfsruimte vastgesteld wordt.

Binnen een termijn van zestig dagen geven de door de Regering aangewezen ambtenaren bij ter post aangetekend schrijven kennis van de vaststelling aan de eigenaar of de houder van het zakelijk genotsrecht op het geheel of het deel van de site.

De eigenaar of de houder van het zakelijk genotsrecht op het geheel of het deel van de site kan schriftelijk zijn opmerkingen en bedenkingen aan de door de Regering aangewezen ambtenaren laten geworden, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

Indien de termijnen bedoeld in het tweede en het derde lid op een zaterdag, een zondag of een feestdag verstrijken, wordt die termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

§ 2. Er wordt ten minste twaalf maanden na het opmaken van de vaststelling bedoeld in § 1 een tweede vaststelling opgemaakt.

Indien er ten gevolge van de controle bedoeld in het eerste lid een tweede vaststelling wordt opgemaakt waarbij het bestaan van een afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, wordt de afgedankte bedrijfsruimte beschouwd als in stand gehouden in de zin van artikel 2.

§ 3. Jaarlijks wordt er ten minste twaalf maanden na het opmaken van de voorgaande vaststelling een controle uitgevoerd.

Indien er een nieuwe vaststelling wordt opgemaakt waarbij het bestaan van een afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, wordt de afgedankte bedrijfsruimte beschouwd als in stand gehouden in de zin van artikel 2.

§ 4. De Regering stelt het model van de vaststellingen bedoeld in de §§ 1 tot en met 3 vast.

**Art. 8.** Om het bestaan van een afgedankte bedrijfsruimte vast te stellen, mogen de ambtenaren bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, alle al dan niet bebouwde onroerende goeden bedoeld bij dit decreet te allen tijde, na voorafgaandelijke verwittiging, vrij betreden. Bewoonde gebouwen en lokalen mogen zij evenwel enkel betreden van vijf uur 's ochtends tot negen uur 's avonds, uitsluitend met de machtiging van de politierechter, behoudens instemming van de bewoner.

De processen-verbaal die door die ambtenaren zijn opgesteld, hebben bewijskracht totdat het tegendeel bewezen is.

De door de Regering beëdigde ambtenaren kunnen bij de uitoefening van hun ambt om de bijstand van de politiediensten verzoeken.

Op eenvoudig verzoek van bovenbedoelde ambtenaren is elke persoon ertoe gehouden alle inlichtingen, boeken en stukken die voor de heffing van de belasting nodig zijn, voor te leggen. De ambtenaren mogen er afschrift van nemen.

De Regering stelt de wijze vast waarop de voorafgaandelijke verwittiging bedoeld in het eerste lid geschiedt.

HOOFDSTUK VII. — *Opschorting van de eisbaarheid van de belasting*

**Art. 9. § 1.** De eisbaarheid van de belasting en de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort voor de te vernieuwen afgedankte bedrijfsruimten waarvoor een besluit geldt als bedoeld in artikel 168, § 1, eerste lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. Die opschorting gaat in te rekenen van het jaar van dat besluit.

§ 2. De opschorting betreft de belastingen die verschuldigd zijn vanaf het belastbaar tijdperk waarin de beslissing bedoeld in § 1 getroffen is.

§ 3. Indien er binnen de wettelijke termijn geen vernieuwingsproject als bedoeld in artikel 169/10 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt medegedeeld, worden de belastingen bedoeld in § 2 eisbaar en begint de verjaring opnieuw te lopen op de datum van de aanvankelijke opschorting bedoeld in § 1.

§ 4. Wanneer de vernieuwing voltooid is, worden de belastingen bedoeld in § 2 ontheven.

§ 5. Indien de voorwaarden van het vernieuwingsproject zoals aangenomen door de Regering niet in acht worden genomen, worden de belastingen bedoeld in § 2 eisbaar en begint de verjaring opnieuw te lopen op de datum van de aanvankelijke opschorting bedoeld in § 1.

§ 6. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 3 en 5 en in afwijking van de artikelen 29 en 30, eerste lid, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen zijn de wettelijke nalatigheidsintresten verschuldigd vanaf de dag waarop elke belasting eisbaar zou zijn geweest indien de opschorting geen gevolg zou hebben gehad.

HOOFDSTUK VIII. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

**Art. 10.** Het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op afgedankte bedrijfsruimten in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

**Art. 11.** Dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad* 699 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 4.

*Volledig verslag*, openbare vergadering.

Bespreking. Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3001

[2004/202507]

**29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon, modifié les 23 décembre 1992, 18 janvier 1996, 1<sup>er</sup> février 1996, 27 février 1997, 12 mars 1998, 16 juillet 1998 et 3 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 décembre 2003;

Vu le protocole de négociation n° 412 du comité de secteur n° XVI, établi le 16 janvier 2004;

Sur proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création du Service social des Services du Gouvernement wallon, est complété comme suit :

"16° l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises."

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD